ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 17 août 1978 d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 8 novembre 1977 relatif aux engagements et aux rengagements volontaires en temps de paix", a donné le 4 octobre 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e augustus 1978 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 november 1977 betreffende de vrijwillige dienstnemingen en wederdienstnemingen in vredestijd",heeft de 4e oktober 1978 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Au préambule, il y a lieu de viser la loi du 13 juillet 1976, fondement légal de l'arrêté royal du 8 novembre 1977.

Le texte suivant est proposé :

"Vu la loi du 13 juillet 1976, relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, notamment les articles 8, § 2, 10, § 1er et 14, § 1er;

Vu l'arrêté royal ... (la suite comme au projet) ...".

DISPOSITIF.

Article 2.

Le § 3 inséré par le projet dans l'article 3 de l'arrêté royal du 8 novembre 1977 serait mieux rédigé comme suit :

"§ 3. L'agrément de l'officier de réserve, du sous-officier de réserve ou du militaire des cadres de carrière ou de complément en qualité de candidat officier ou de candidat sous-officier emporte de plein droit l'acceptation de la démission visée au § 1er, 7°".

.../...

Article 4.

Selon les explications fournies par le délégué du Gouvernement, les dispositions nouvelles que le projet entend insérer dans l'article 10 de l'arrêté royal du 8 novembre 1977 ne sont pas seulement applicables aux militaires temporaires, comme le texte de ces dispositions l'indique, mais également aux candidats officiers, aux candidats sous-officiers et aux élèves de l'Ecole royale des cadets.

De l'accord du délégué du Gouvernement, il y aurait lieu de transférer ces dispositions au chapitre VI de l'arrêté royal du 8 novembre 1977 et de les libeller comme suit :

"Article ... Un article 25bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 25bis. § 1er. L'engagement ou le rengagement du militaire auquel une résiliation ...

§ 2. L'engagement ou le rengagement du militaire féminin auquel une résiliation ...".

La disposition modificative devrait prendre place dans le projet immédiatement avant l'article 7.

Article 5.

Le texte du projet ne fait pas clairement apparaître l'intention du Gouvernement telle qu'elle a été précisée par son délégué.

.../...

L'emploi des termes "sans préjudice de" peut être en l'espèce, comme c'est fréquemment le cas, une source de confusion.

Le § 1er de l'article 19nouveau, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 1er. L'engagement ou le rengagement initial du candidat officier ou sous-officier de carrière, qui n'est pas encore commissionné au grade de sous-lieutenant ou au grade de sergent selon le cas, est résilié de plein droit à la date de la perte de cette qualité. Cette disposition ne s'applique pas au candidat qui est autorisé à poursuivre sa formation d'officier ou de sous-officier de carrière par une autre voie.

L'intéressé peut, à sa demande et pour autant qu'il remplisse les conditions requises, être autorisé à servir dans la catégorie des volontaires temporaires. En cette qualité, il contracte un rengagement initial d'une durée d'un an au moins ou un engagement d'une durée de deux ans au moins selon que le § 3 ou le § 4 de l'article 15 de la loi du 13 juillet 1976 lui est applicable.

Celui qui est admis à poursuivre sa formation en qualité de candidat officier ou sous-officier temporaire, contracte un engagement ou un rengagement initial en cette qualité".

+

§ 2. Le pouvoir attribué au Ministre de la Défense nationale d'apprécier le caractère exceptionnel d'un cas est extrêmement large. Il se recommanderait qu'il ait pour contrepartie l'obligation pour le Ministre de statuer par décision motivée.

Il est proposé de scinder le premier alinéa en deux et de rédiger ces deux alinéas comme suit :

"Celui qui perd la qualité de candidat officier ou sous-officier de carrière après la date de sa commission au grade de sous-lieutenant ou au grade de sergent est tenu d'accomplir dans la catégorie des volontaires temporaires, un temps de service actif égal au nombre d'années entières de formation reçue en qualité de candidat officier ou sous-officier de carrière, sans que cette période de service excède trois années.

Le Ministre de la Défense nationale peut, dans des cas exceptionnels, accorder par décision motivée, dispense de l'obligation visée à l'alinéa 1er".

Au second alinéa (devenant le troisième) du même § 2, afin d'éviter toute équivoque quant à l'étendue des pouvoirs reconnus au Ministre de la Défense nationale, il conviendrait de préciser expressément que ces pouvoirs ont pour limite les articles 18, 19 et 21 de la loi du 13 juillet 1976 et les arrêtés pris en exécution de ces dispositions.

La rédaction suivante est proposée :

.../...

"Il peut, à sa demande, être admis à servir pendant la même période, dans la catégorie des officiers et candidats officiers temporaires ou des sous-officiers et candidats sous-officiers temporaires, aux conditions fixées dans chaque cas par le Ministre de la Défense nationale, conformément aux articles 18, 19 et 21 de la loi du 13 juillet 1976 et aux arrêtés pris en exécution de ces dispositions. Dans ce cas, il contracte un engagement ou un rengagement initial en cette qualité".

+

Les §§ 3 et 4 devraient être rédigés comme suit :

"§ 3. Par dérogation au § ler, le § 2 est applicable :

1° au candidat officier qui échoue définitivement à l'épreuve de connaissance effective de la seconde langue prévue par la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée;

2° au candidat officier formé dans un établissement civil d'enseignement, qui a interrompu ses études sans motif valable;

3° au candidat officier qui poursuit sa formation en vertu de l'article 4bis, alinéa 4, de la loi du 30 juillet 1938 concernant l'usage des langues à l'armée et qui perd cette qualité.

.../...

§ 4. Par dérogation au § 2 et au § 3, 3°, le § 1er est applicable ... (la suite comme au projet)".

Article 6.

Le texte de l'alinéa 1er du § 2, appelle la même observation que celle qui a été faite à propos de l'article 5, § 2 (article 19, § 2nouveau).

Les deux alinéas nouveaux seraient mieux rédigés comme suit :

"Si cette demande est introduite après le temps fixé au § 1er, l'intéressé est tenu d'accomplir dans la catégorie des volontaires temporaires, un temps de service actif égal au nombre d'années entières de formation reçue en qualité de candidat officier ou sous-officier de carrière, sans que cette période de service excède trois années.

Le Ministre de la Défense nationale peut, dans des cas exceptionnels, accorder par décision motivée, dispense de l'obligation visée à l'alinéa 1er".

L'alinéa 2 du § 2 du projet d'arrêté royal appelle la même observation que celle qui a été faite à propos du § 2, alinéa 2 de l'article 5.

Le texte suivant est proposé :

"Il peut, à sa demande, être admis à servir pendant la même période, dans la catégorie des officiers et candidats officiers temporaires ou des sous-officiers et candidats sous-officiers temporaires, aux

conditions fixées dans chaque cas par le Ministre de la Défense nationale, conformément aux articles 18, 19 et 21 de la loi du 13 juillet 1976, et aux arrêtés pris en exécution de ces dispositions. Dans ce cas, il contracte un engagement ou un rengagement initial en cette qualité".

AANHEF.

In de aanhef moet worden verwezen naar de wet van 13 juli 1976, waaraan het koninklijk besluit van 8 november 1977 zijn rechtsgrond ontleent.

Voorgesteld wordt :

"Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 8, § 2, 10, § 1, en 14, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van ... (voorts zoals in het ontwerp) ...".

ARTIKELEN.

Artikel 2.

Paragraaf 3 welke het ontwerp invoegt in artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 november 1977 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 3. De aanvaarding van de reserveofficier, van de reserveonderofficier of van de militair van het beroeps- of het aanvullingskader als kandidaat-officier of kandidaat-onderofficier heeft van rechtswege tot gevolg dat het in § 1, 7°, bedoelde ontslag wordt aangenomen".

.../...

Artikel 4.

Naar de gemachtigde van de Regering heeft verklaard, zijn de nieuwe bepalingen welke het ontwerp in artikel 10 van het koninklijk besluit van 8 november 1977 wil invoegen, niet alleen van toepassing op de tijdelijke militairen, zoals de tekst van die bepalingen vermeldt, maar ook op de kandidaat-officieren, de kandidaat-onderofficieren en de leerlingen van de Koninklijke Cadettenschool.

De gemachtigde van de Regering is het ermee eens dat die bepalingen worden overgebracht naar hoofdstuk VI van het koninklijk besluit van 8 november 1977, in de volgende lezing :

"Artikel ... In hetzelfde besluit wordt een artikel 25bis ingevoegd, luidend als volgt :

"Artikel 25bis. § 1. Voor een militair aan wie ... .

§ 2. Voor een vrouwelijke militair aan wie ...".

De wijzigingsbepaling zou in het ontwerp onmiddellijk vóór artikel 7 moeten komen.

Artikel 5.

In de tekst van het ontwerp komt de bedoeling van de Regering, zoals die door haar gemachtigde is toegelicht, niet duidelijk tot uiting.

.../...

Het woord "onverminderd" kan hier, zoals vaak het geval is, verwarring stichten.

Paragraaf 1 van het nieuwe artikel 19 zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. De dienstneming of de eerste wederdienstneming van de kandidaat-beroepsofficier of -beroepsonderofficier die nog niet in de graad van onderluitenant of in de graad van sergeant, al naar het geval, aangesteld is, wordt van rechtswege verbroken de dag dat hij die hoedanigheid verliest. Deze bepaling is niet van toepassing op de kandidaat aan wie de toestemming wordt verleend zijn opleiding tot beroepsofficier of tot beroepsonderofficier langs een andere weg voort te zetten.

De betrokkene kan, zo hij erom verzoekt en voor zover hij aan de vereisten voldoet, gemachtigd worden om in de categorie der tijdelijke vrijwilligers te dienen. In die hoedanigheid gaat hij voor ten minste een jaar een eerste wederdienstneming of voor ten minste twee jaar een dienstneming aan naargelang § 3 dan wel § 4 van artikel 15 van de wet van 13 juli 1976 op hem toepasselijk is.

Hij die toestemming krijgt om zijn opleiding voort te zetten in de hoedanigheid van kandidaat-tijdelijk officier of van kandidaat-tijdelijk onderofficier, gaat een dienstneming of een eerste wederdienstneming in die hoedanigheid aan".

+

§ 2. Aan de Minister van Landsverdediging wordt een uiterst ruime bevoegdheid verleend om over het uitzonder-

.../...

lijke van een geval te oordelen. Als tegenprestatie zou aan de Minister de verplichting moeten worden opgelegd om dienaangaande een met redenen omklede beslissing te nemen.

Voorgesteld wordt het eerste lid in twee te splitsen en de tekst als volgt te redigeren :

"Hij die de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier of -beroepsonderofficier verliest na de datum van aanstelling in de graad van onderluitenant of in de graad van sergeant, is gehouden in de categorie van de tijdelijke vrijwilligers een periode werkelijke dienst te volbrengen die gelijk is aan het aantal volledige jaren opleiding welke hij in de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier of -beroepsonderofficier heeft gekregen, zonder dat die periode drie jaar mag overschrijden.

De Minister van Landsverdediging kan, in uitzonderlijke gevallen, bij een met redenen omklede beslissing vrijstelling verlenen van de in het eerste lid opgelegde verplichting".

In het tweede lid (dat het derde wordt) van dezelfde § 2 zou, ter voorkoming van misvatting omtrent de omvang van de aan de Minister van Landsverdediging verleende bevoegdheid, uitdrukkelijk moeten worden gesteld dat die bevoegdheid begrensd wordt door het bepaalde in de artikelen 18, 19 en 21 van de wet van 13 juli 1976 en in de besluiten tot uitvoering daarvan.

Voorgesteld wordt de tekst als volgt te redigeren :

.../...

"Hij kan, zo hij erom verzoekt, gemachtigd worden om gedurende dezelfde periode in de categorie van de tijdelijke officieren en kandidaat-tijdelijke officieren of van de tijdelijke onderofficieren en kandidaat-tijdelijke onderofficieren te dienen, onder de voorwaarden die de Minister van Landsverdediging voor elk geval bepaalt overeenkomstig de artikelen 18, 19 en 21 van de wet van 13 juli 1976 en de ter uitvoering daarvan vastgestelde besluiten. In dat geval gaat hij in die hoedanigheid een dienstneming of een eerste wederdienstneming aan".

+

De §§ 3 en 4 zouden als volgt moeten worden geredigeerd :

"§ 3. In afwijking van § 1, is § 2 van toepassing :

1° op de kandidaat-officier die definitief afgewezen is bij het examen over de wezenlijke kennis van de tweede landstaal, voorgeschreven bij de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger;

2° op de kandidaat-officier die in een burgerlijke onderwijsinrichting opgeleid is en zijn studie zonder geldige reden onderbroken heeft;

3° op de kandidaat-officier die zijn opleiding voortzet krachtens artikel 4bis, vierde lid, van de wet van 30 juli 1938 betreffende het gebruik der talen bij het leger, en die deze hoedanigheid verliest.

.../...

§ 4. In afwijking van § 2 en van § 3, 3°, is § 1 van toepassing op ... (voorts zoals in het ontwerp)".

Artikel 6.

Bij de tekst van het eerste lid van § 2 is hetzelfde op te merken als bij artikel 5, § 2 (nieuw artikel 19, § 2).

De twee nieuwe leden kunnen beter als volgt worden geredigeerd :

"Indien dat verzoek wordt ingediend na de termijn vastgesteld in § 1, is de betrokkene gehouden in de categorie van de tijdelijke vrijwilligers een periode werkelijke dienst te volbrengen die gelijk is aan het aantal volledige jaren opleiding die hij in de hoedanigheid van kandidaat-beroepsofficier of -beroepsonderofficier heeft gekregen, zonder dat die periode drie jaar mag overschrijden.

De Minister van Landsverdediging kan, in uitzonderlijke gevallen, bij een met redenen omklede beslissing vrijstelling verlenen van de in het eerste lid opgelegde verplichting".

Bij het tweede lid van § 2 van dit artikel is hetzelfde op te merken als bij § 2, tweede lid, van artikel 5.

.../...

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Hij kan, zo hij erom verzoekt, gemachtigd worden om gedurende dezelfde periode in de categorie van de tijdelijke officieren en kandidaat-tijdelijke officieren of van de tijdelijke onderofficieren en kandidaat-tijdelijke onderofficieren te dienen, onder de voorwaarden die de Minister van Landsverdediging voor elk geval bepaalt overeenkomstig de artikelen 18, 19 en 21 van de wet van 13 juli 1976 en de ter uitvoering daarvan vastgestelde besluiten. In dat geval gaat hij in die hoedanigheid een dienstneming of een eerste wederdienstneming aan".

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
F. RIGAUX, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. J.-C. GEUS, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-C. GEUS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.